MEL 4°
14
11
FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
000727572

Mel.
4° 14 11

INFLUENCE

DES

CRISES COMMERCIALES

SUR L'ÉTAT ÉCONOMIQUE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PAR

CLÉMENT JUGLAR

MEMBRE DE L'INSTITUT

Mél. 4° 14 11

(Extrait du *Journal de la Société de statistique de Paris*, numéros de juillet et de septembre 1896.)

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET Cie

18, RUE DES GLACIS, 18

—

1896

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

INFLUENCE

DES

CRISES COMMERCIALES

SUR L'ÉTAT ÉCONOMIQUE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PAR

CLÉMENT JUGLAR

MEMBRE DE L'INSTITUT

(Extrait du *Journal de la Société de statistique de Paris,* numéros de juillet et de septembre 1896.)

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET Cie

18, RUE DES GLACIS, 18

1896

INFLUENCE

DES

CRISES COMMERCIALES

SUR L'ÉTAT ÉCONOMIQUE (1)

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Pour comprendre et suivre sur les bilans des banques le mécanisme des crises commerciales, les seules dont nous nous occupons ici, deux articles nous serviront de guides : le portefeuille, c'est-à-dire les escomptes des effets de commerce, et l'encaisse métallique, dans cette encaisse nous ne noterons même que les mouvements de l'or.

Ces deux articles, sans négliger cependant les autres, seront pour nous le meilleur fil conducteur pour déterminer, dans les affaires, le point où l'on est placé, comme un navigateur le fait sur mer.

Les bilans des banques sous les yeux, depuis 1800 en France, en Angleterre, aux États-Unis, nous montrent, pour les escomptes des effets de commerce, et pour l'encaisse or, des *séries* de *chiffres* marchant dans le même sens, en hausse ou en baisse, chaque année, pendant une durée variable. Ces mouvements s'opèrent avec une telle régularité que quand un des articles s'élève, l'autre s'abaisse, non pas, sans doute, de la même quantité, mais les deux mouvements en sens inverse sont liés, ce qui leur donne une plus grande valeur (2).

Le portefeuille (escompte d'effets de commerce) s'élève ainsi pendant une série d'années, sept à huit en moyenne, jusqu'à ce que, quand d'un chiffre minimum il a atteint et même dépassé le dernier chiffre maximum noté, dans la crise précédente, arrivé à ce point, on peut déclarer, à une année ou dix-huit mois près, qu'on est à la veille d'une crise. On a traversé une belle période prospère, les affaires sont en pleine activité, non pas toujours dans toutes les branches, mais dans les principales, les cours des changes sont favorables et l'on cote les plus hauts prix, dont il est toujours bon de profiter.

---

(1) Communication faite à la Société de statistique de Paris dans la séance du 18 mars 1896.

(2) *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis,* par Clément Juglar, membre de l'Institut. (Guillaumin, édit.)

La crise éclate, elle est signalée par des recours, de plus en plus grands, aux banquiers et aux grandes banques sous forme de demandes d'escompte, ces demandes, il est vrai, dans ce moment, ne correspondent pas toutes à des besoins intérieurs; c'est pour liquider des opérations engagées sur tous les points du monde et où, le papier, les billets n'y pouvant pas servir, on veut, ou les banquiers veulent, à l'aide de leur solde créditeur en compte courant, prendre de l'or dans les encaisses des grandes banques, dont le niveau baisse sans cesse.

Ainsi, trois principaux caractères marquent bien la gravité de la situation : le portefeuille a dépassé tous les maxima antérieurs, l'encaisse métallique se rapproche des minima déjà observés dans les crises précédentes, et, enfin, les changes défavorables prouvent que l'or fait prime et qu'il y a avantage à l'exporter.

Pour se défendre, les grandes banques élèvent le taux de l'escompte, seul moyen en présence de la hausse générale des prix de faire aussi payer l'or son prix. Alors, au lieu d'échanger des produits contre des produits, on le fait intervenir dans les échanges pour compenser des opérations commerciales autrement que par la livraison de ces produits, dont les hauts prix empêchent la vente sur les marchés étrangers. On s'efforce de remplacer une circulation de produits par une circulation d'or, dont l'épuisement compromettrait la circulation fiduciaire des grands pays et l'abaisserait au niveau de celle des nations à circulation de papier déprécié.

La hausse de l'escompte détermine immédiatement une baisse des prix des marchandises, et dès qu'elles peuvent intervenir pour la compensation des engagements commerciaux, les demandes d'escompte diminuent, cessent même. La période critique de la crise est donc très courte.

On entre alors dans la période de liquidation caractérisée par la baisse continue du portefeuille, pendant qu'au même moment les espèces métalliques et les lingots refluent dans les encaisses des banques faisant apparaître leur chiffre maximum. Ce retour des espèces ne peut avoir lieu qu'avec un change favorable, alors qu'à la fin de la période prospère elles s'écoulaient avec un change défavorable. Les hauts prix des produits ont disparu et s'il était bon de vendre alors, il est bon maintenant d'acheter dans les bas prix.

Ces signes sont, il semble, assez caractéristiques pour se reconnaître au milieu de l'agitation constante des affaires. Il est vrai que, pour le public, on est toujours dans une période de crise, on n'admet la période prospère que quand elle est déjà passée, en jetant un regard en arrière et en la comparant au temps présent.

Ce sont ces périodes de prospérité, de crise et de liquidation, si évidentes, à la simple inspection d'un tableau des bilans des banques, qu'il serait bon de faire admettre, par les statisticiens d'abord, par le public ensuite. Dans ce but, il fallait réunir un grand nombre de tableaux statistiques pour établir la concordance des mouvements et leur simultanéité. Ainsi groupés, on constate que partout on retrouve la trace du passage de ces terribles accidents qu'on appelle des crises commerciales.

Les tableaux qui vont suivre montreront, dans toutes les manifestations de la vie sociale, le rôle que joue l'activité ou le ralentissement des affaires.

Si l'empreinte du passage des crises est assez visible pour qu'on la retrouve partout, ce sont donc ces dernières qui donnent véritablement la clé de tout le mouvement social, et les périodes dont nous parlions plus haut, à propos des crises commerciales, loin d'être un cas qui leur serait particulier, se retrouveraient dans

tous les autres mouvements que les statisticiens observent avec tant de soin. Nous serions alors en présence de la loi qui les dirige et qui les règle dans les sociétés civilisées, dans les grandes villes, surtout là où l'activité est portée à son plus haut degré.

Puisque les bilans de la Banque de France nous servent de point de départ, il fallait vérifier si ceux des banques étrangères, en Angleterre et aux États-Unis, nous donnaient les mêmes séries, et, par conséquent, les mêmes périodes; l'observation, ayant permis de remonter jusqu'en 1800, a prouvé qu'il en a toujours été ainsi.

Appuyé sur une base aussi solide par la durée même du temps sur lequel elle porte dans les trois plus grands pays du monde, auxquels est venue se joindre l'Allemagne dans ces dernières années et la plupart des banques des autres nations, au milieu des accidents les plus divers et les plus graves, on aurait pu se dispenser de chercher ailleurs pour trouver la confirmation d'une loi qui entraîne de pareilles conséquences.

Parmi tous les articles sur lesquels il est bon de fixer l'attention, nous choisirons les plus importants. Il va sans dire que tous ceux qui ont rapport aux opérations des banques marchent d'accord; il suffira de jeter un coup d'œil sur ces tableaux pour reconnaître l'intérêt qu'ils présentent.

Il en sera ainsi des *clearing houses*, surtout de ceux de Londres et de New-York, où s'étalent un nombre énorme, non pas de millions, mais de milliards! On notera leur progression pendant les périodes de prospérité et leur diminution pendant les périodes de liquidation.

Le degré de vitesse de la circulation des billets de banque, des espèces et des virements sera bien en rapport avec l'activité des affaires.

Le timbre du papier des effets de commerce donnera la quantité dont on en fait usage chaque année, ce qui indiquera bien l'importance et la rapidité des échanges. Le chiffre des compensations des agents de change de la Bourse de Paris, dans la caisse spéciale qui leur est réservée à la Banque, viendra, avec l'impôt sur les opérations de Bourse de création récente, donner une idée de l'activité ou du ralentissement qui règne sur le marché.

Les émissions de valeurs, la principale source des transactions qui s'opèrent à la Bourse, viendront, à leur tour, prendre place sur les tableaux.

Les variations incessantes des prix que l'on observe principalement sur ce marché, et auxquelles, en dehors, sont soumis tous les autres produits, s'aligneront avec la même régularité, montrant des séries ascendantes pendant les périodes de prospérité, descendantes dans les périodes de liquidation.

Il en sera de même des salaires et des chômages.

En dehors de la Bourse, les droits perçus sur les ventes d'immeubles, au Palais de Justice et à la chambre des notaires, nous donneront la proportion de capital sur lequel elles portent et nous permettront de juger de l'importance de ces transmissions dans les périodes prospères et pendant les liquidations.

Les recettes du timbre et de l'enregistrement, dont toutes les transactions portent l'empreinte, viendront compléter le tableau de la circulation des produits et, par conséquent, de l'activité des échanges.

La production aurait dû précéder les échanges; nous ne prendrons comme exemples que la houille, le fer et l'acier, et nous donnerons le prix de la houille sur le carreau de la mine et pour la consommation.

Au milieu de tous ces mouvements, quelles seront les variations des prix ? Pour la plupart des produits, nous les verrons s'élever, pendant les périodes prospères, jusqu'au point même de ralentir et d'arrêter les échanges avec l'étranger, ce qui entraîne des exportations d'or, la hausse de l'escompte pour s'opposer à ce drainage, et, par suite, l'explosion de la crise.

Il n'est pas jusqu'aux cours des changes qui ne nous donnent, avec une sensibilité extrême, le sens dans lequel se meuvent les métaux précieux.

Voilà pour ce qui regarde la production et la circulation des produits; la liaison est bien intime, on n'en sera peut-être pas surpris, cela devait être, dira-t-on. Cependant, si, sans rester dans un cercle aussi restreint, nous portons plus loin les regards, qu'allons-nous rencontrer ? Les mêmes oscillations venant, selon le point sur lequel porte l'observation, s'appliquer dans le même ordre, par séries, sur le tableau que nous avons pris comme type, celui des bilans des banques.

Nous avons constaté l'accord qui existe pour la production, mais cette dernière ne peut suivre, ni persister, sans que la consommation marche du même pas.

Pour avoir des chiffres plus précis, au lieu de prendre ceux de la consommation elle-même, ces matières étant soumises à des taxes, nous prendrons l'impôt perçu, suffisant pour indiquer les variations. Il est vrai que, pour les vins et l'alcool, l'abondance ou le déficit des récoltes jouera un certain rôle; cependant, quelque important qu'il soit, il ne masquera pas l'influence des périodes de prospérité et de liquidation.

Les recettes de l'octroi, à Paris, nous montreront, pour l'alimentation surtout, l'élasticité de la consommation.

La consommation du gaz et de la houille joue un assez grand rôle dans une grande ville pour qu'on ne la néglige pas.

Les premiers besoins satisfaits, ce qui frappe, c'est la circulation des personnes, circulation à l'intérieur et à l'extérieur, en omnibus et en chemin de fer.

Enfin, les plaisirs mêmes porteront la trace de la période, les recettes des théâtres nous en donneront le témoignage.

L'épargne, elle aussi, joue un grand rôle, comme les comptes rendus des établissements chargés de la recueillir nous en fournissent la preuve, et cette épargne est non seulement impressionnée par les événements, mais aussi par les mesures que l'on prend pour empêcher qu'à un moment, les demandes de retrait ne soient menaçantes pour le Trésor.

Nous pourrions multiplier les exemples, jeter un coup d'œil sur un plus grand nombre de relevés statistiques, partout et toujours nous trouverions la confirmation des observations qui précèdent; ce qui pourra surprendre néanmoins, c'est que, ces mouvements qui se manifestent avec tant de régularité dans des choses matérielles, consommation, circulation, se rencontrent encore dans des actes où la volonté et la liberté de l'homme se manifestent avec le plus de clarté, n'étant pas sous l'influence directe de la nécessité du moment, nous voulons parler des mouvements de la population : des mariages, des naissances et des décès.

Mouvements de la population dans leurs rapports avec les crises commerciales.

On admet, sans doute, que, dans un monde toujours en activité, il soit difficile de passer par des périodes de prospérité et de liquidation sans en ressentir les heu-

reux effets ou la fâcheuse influence ; mais, au milieu de tous ces mouvements, voir ceux des mariages, des naissances sauf les décès, s'appliquer, se mouler, pour ainsi dire, sur les tableaux des grandes oscillations des bilans de la Banque de France, c'est là où commence la surprise et ce que l'on n'admettra pas sans preuves.

Parmi ces mouvements, il y en a deux, les mariages et les naissances, dans lesquels la volonté de l'homme intervient ; il n'en est pas de même pour les décès, car c'est seulement par des précautions ou des soins hygiéniques et médicaux que l'on peut prolonger sa vie, retarder l'heure de sa mort.

Cette différence d'action de l'homme va de suite se faire sentir à la simple inspection des tableaux : autant les mouvements des mariages et des naissances sont réguliers, croissants ou décroissants, pendant une série d'années, selon la période, autant ceux des décès sont irréguliers, passant sans transition d'un chiffre maximum à un chiffre minimum : il y a donc ici un jeu d'influences en dehors des prévisions humaines. Cette différence même dans la marche des mouvements des décès, comparée à la suite et à la régularité de celle des mariages et des naissances, lui donnera une valeur statistique d'autant plus grande.

Sans remonter au delà de 1869, ce qui eût donné de semblables résultats, nous avons éprouvé, depuis cette année, un assez grand nombre et d'accidents et de malheurs pour que la loi, s'il y a une loi, ait été exposée à être faussée. Faut-il rappeler la guerre franco-allemande de 1870, la crise de 1873 et sa liquidation en 1877, la crise de 1882 et sa liquidation en 1887, le krach Baring et non pas sa liquidation en France, puisque c'est en Angleterre qu'il s'est surtout fait sentir, mais le ralentissement complet, pour ainsi dire, des transactions dans le monde entier, par suite de la disparition des acceptations de cette maison Baring, acceptations destinées à faire circuler les effets de commerce sur les marchés de l'Amérique du Sud et de l'Extrême-Orient.

Au milieu et à travers de pareilles perturbations, les crises et les krachs se succédant tour à tour, le mouvement en avant a été suspendu ; il a fallu marquer le pas, reculer même un peu ; mais les relations rompues aussitôt rétablies, les affaires ont repris leur cours, faisant suite au début de la reprise notée et *indiquée* dès 1886 (1).

Mouvements comparés des mariages.

Suivons donc, pour les mariages, l'influence de tous ces accidents heureux ou malheureux.

(1) Voir l'*Économiste français,* 6 février 1886, 12 février 1887, 9 avril 1887.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

A. — Tableau des mouvements de la population en France et à Paris.

ANNÉES.		MARIAGES.				NAISSANCES.						DÉCÈS.				EXCEDENT DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS.		POPULATION.	
		PARIS.		FRANCE.		LÉGITIMES.				NATURELLES.		PARIS.		FRANCE.		FRANCE.		PARIS.	FRANCE.
						PARIS.		FRANCE.		FRANCE.									
		Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.		
		Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Millions.	Millions.
1869 . . .		18.9	»	303	»	»	39.5	»	877	70	»	»	45.8	»	864	»	+ 84	»	»
1870 . . .	Guerre	»	14.6	»	223	42.4	»	»	873	»	»	73.5	»	1.046	»	»	— 103	»	»
1871 . . .		»	13.9	262	»	»	27.6	»	767	»	59	86.7	»	1.271	»	»	— 444	1.8	»
1872 . . .		21.3	»	352	»	41.4	»	896	»	»	»	»	39.6	»	»	+ 172	»	»	36.1
1873 . . .	Crise.	»	»	»	»	»	»	»	875	70	»	41.7	»	844	»	»	+ 101	»	»
1874 . . .		»	»	»	»	»	39.4	»	»	»	»	»	»	»	781	+ 172	»	»	»
1875 . . .		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	845	»	»	+ 132	»	»
1876 . . .		»	»	»	»	»	»	899	»	»	»	48.5	»	»	»	»	»	1.9	36.9
1877 . . .	Liquidation	»	18.0	»	278	»	»	»	»	»	66	»	47.5	»	801	+ 142	»	»	»
1878 . . .		»	»	»	»	»	»	.	868	68	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1879 . . .		»	»	»	»	»	»	869	»	»	66	»	»	»	»	»	»	»	»
1880 . . .		»	»	»	»	»	»	»	851	»	»	57.4	»	858	»	»	+ 61	»	»
1881 . . .		»	»	»	»	»	»	866	»	»	»	»	»	»	828	+ 108	»	2.2	37.6
1882 . . .	Crise.	21.4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	58.7	»	»	»	»	»	»	»
1883 . . .		»	21.1	»	»	47.2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	+ 78	»	»
1884 . . .		»	20.5	289	»	»	»	»	»	75	»	»	»	858	»	+ 87	»	»	»
1885 . . .		»	20.2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	54.6	»	»	»	+ 52	»	»
1886 . . .		20.6	»	»	»	»	»	»	»	»	»	57.0	»	»	»	»	»	2.3	38.2
1887 . . .	Liquidation.	20.5	»	»	»	»	»	»	»	»	73	»	»	»	»	»	»	»	»
1888 . . .		21.1	»	»	»	»	43.4	»	»	74	»	»	53.3	»	»	»	+ 41	»	»
1889 . . .		21.2	»	»	»	44.3	»	»	»	»	»	56.0	»	»	794	+ 85	»	»	»
1890 . . .	Krach Baring.	22.2	»	»	269	»	41.8	»	766	»	71	56.6	»	»	»	»	— 38	»	»
1891 . . .		22.8	»	285	»	44.1	»	»	»	74	»	»	54.4	876	»	»	— 10	2.4	38.3
1892 . . .		23.2	»	290	»	»	43.7	»	»	74	»	57.1	»	»	»	»	— 20	»	»
1893 . . .		»	23.1	»	»	»	42.9	808	»	75	»	»	55.4	»	867	+ 7	»	»	»
1894 . . .		»	22.6	»	286	43.0	»	»	778	76	»	»	51.6	»	»	»	»	»	»
1895 . . .	Krach Mines.	22.8	»	»	»	»	41.4	»	»	»	»	54.2	»	»	»	»	»	2.5	38.2

Mariages à Paris. — En 1869, à Paris, on note 18 900 mariages après la liquidation de la crise de 1864, cause première de celle de 1866, en Angleterre. L'année suivante, la guerre franco-allemande éclate, ils se réduisent déjà à 14 600, et, enfin, en 1871, presque tous les hommes valides sous les armes, on n'en compte plus que 12 900.

Aussitôt la paix signée, en 1872, pour compenser leur diminution dans les années précédentes, ils se relèvent à 21 300, mais, en 1873, une crise éclate sur tous les marchés qui, en dehors de la France et de l'Allemagne, n'ayant pas été touchés par la guerre, avaient prolongé leur période prospère.

A cette crise, comme toujours, succède une liquidation et un ralentissement des affaires auquel la France doit prendre part, quoiqu'elle se soit brusquement et prématurément liquidée, en septembre 1870, au début des hostilités. Nous voyons alors les mariages diminuer chaque année, de 21 300 à 18 000 (1872-1877), jusqu'à la fin de cette liquidation.

Une nouvelle période d'affaires et de prospérité s'ouvre de nouveau et le chiffre des mariages, qui diminuait chaque année d'une quantité variable pendant la période précédente de liquidation, va se relever de même chaque année pendant la période prospère (1877-1882), de 18 000 à 21 400; le chiffre maximum de 1872 est dépassé!

La crise de 1882 vient d'éclater, nous entrons de suite, sans transition, dans la période de liquidation. Avec les faillites, les fermetures d'un certain nombre d'établissements industriels et de beaucoup de magasins, on ne peut songer à entrer en ménage; de là, diminution du nombre des mariages. Chaque année, nous les voyons décroître, et pour qu'on puisse suivre les diminutions successives annuelles, nous avons donné les chiffres sur le tableau. On constatera avec quelle régularité la dépression s'opère chaque année, jusqu'à la fin de 1892.

Tous les accidents qui avaient eu lieu avant 1890, la faillite de Panama, le krach des métaux, n'avaient apporté aucun arrêt à la progression des mariages; le krach Baring, qui éclata à Londres en novembre 1890, passe d'abord inaperçu. On pouvait penser qu'il se ferait sentir l'année suivante, et, cependant, leur accroissement continue en 1891 et 1892 : de 20 200 ils s'élèvent à 23 200! C'est en 1893 que l'effet du krach commence à peser sur la place, il persiste en 1894, les abaissant de 23 200 à 22 600, quoique la diminution notée ne dépasse pas 600 mariages. Dès l'année suivante, la reprise se manifeste, l'on en compte 22 800; à 400 près, nous voici revenus au chiffre de 1894, qui, sauf événement grave, sera, sinon dépassé, du moins bien près d'être atteint en 1895.

Rapprochant ce tableau des mouvements des mariages de ceux des bilans des grandes banques qui caractérisent les périodes, on ne pourra que constater leur similitude; les deux relevés statistiques pourraient presque se superposer.

Mariages en France. — Au lieu de prendre Paris seul, prenons la France entière, y compris Paris; les résultats sont identiques de 1869 à 1877, sauf l'importance des chiffres.

Pendant la période prospère, de 1877 à 1882, le mouvement d'accroissement des mariages se manifeste de suite, mais au lieu de s'arrêter en 1882, comme à Paris, il continue jusqu'à la fin de 1884, de 278 000 à 289 000, alors que les funestes effets de la crise se sont déjà fait sentir dans la capitale; puis, c'est au mo-

B. — Tableau des mariages.

ANNÉES.	PARIS.			LONDRES.			FRANCE.			ANGLETERRE.			ALLEMAGNE.			AUTRICHE.			ITALIE.		
	Maximum.	Minimum.	POPULATION.	Maximum.	Minimum.	POPULATION.	Maximum.	Minimum.	POPULATION.	Maximum.	Minimum.	POPULATION.	Maximum.	Minimum.	POPULATION.	Maximum.	Minimum.	POPULATION.	Maximum.	Minimum.	POPULATION.
	Mille.	Mille.	Millions.	Mille.	Mille.	Millions.	Mille.	Mille.	Millions.	Mille.	Mille.	Millions.	Mille.	Mille.	Millions.	Mille.	Mille.	Millions.	Mille.	Mille.	Millions.
1869.	18.9	»	»	»	30.0	»	303	»	»	»	176	22.2	»	»	»	208	»	20.2	205	»	25.6
1870 (Guerre).	»	»	»	»	»	»	»	223	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1871.	»	12.9	1.8	»	»	3.2	»	»	»	»	»	22.7	»	»	»	»	»	»	»	»	25.9
1872.	21.3	»	»	»	»	»	352	»	36.1	»	»	»	423	»	41.1	»	192	»	»	188	»
1873 (Crise).	»	»	»	33.4	»	»	»	»	»	205	»	»	»	»	»	194	»	»	»	»	»
1874.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	400	»	»	»	»	»	»	»
1875.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	230	»	»
1876.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	24.3	»	»	43.0	»	»	21.3	»	»	27.6
1877.	»	18.0	»	»	»	»	»	278	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1878.	»	»	1.9	»	»	»	»	»	36.9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1879 (Liquidation).	»	»	»	33.4	»	»	»	»	»	»	182	»	»	335	»	»	169	»	»	»	»
1880.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1881.	»	»	2.2	»	»	3.8	»	»	37.6	»	»	26.0	»	»	45.1	»	»	21.9	»	»	28.4
1882 (Crise).	21.4	»	»	35.6	»	»	»	»	»	»	»	»	350	»	»	183	»	»	»	224	»
1883.	»	»	»	»	»	3.9	»	»	»	206	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1884.	»	»	»	»	»	»	289	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22.7	239	»	»
1885.	»	20.2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	175	»	»	»	»
1886 (Liquidation).	»	»	2.3	»	34.2	»	»	»	38.2	»	196	27.5	372	»	47.1	»	»	»	»	»	29.4
1887.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	370	»	»	»	»	»	235	»
1888.	»	»	»	»	»	4.0	»	»	»	»	»	»	»	»	»	185	»	»	»	»	»
1889.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	177	»	»	»	»
1890 (Krach Baring).	»	»	»	»	»	4.1	»	269	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23.8	»	221	»
1891.	»	»	2.4	37.3	»	»	»	»	38.3	»	»	29.0	399	»	49.7	»	»	»	»	»	30.3
1892.	23.2	»	»	»	»	»	290	»	»	227	»	»	»	»	»	»	»	»	228	»	»
1893.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	218	»	»	398	»	193	»	24.3	»	»	»
1894.	»	22.6	»	»	36.9	4.3	»	286	»	226	»	30.0	408	»	51.8	»	»	»	231	»	30.9
1895 (Krach Mines).	22.8	»	2.5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

ment de la reprise des mariages sur ce point, au début de la période prospère, de 1887 à 1890, que le mouvement de dépression, qui n'a commencé qu'en 1885 dans les départements, continue de 289 000 à 269 000 jusqu'en 1890.

De 1886 à 1892, le développement de la richesse par la reprise des affaires ne se manifeste qu'à Paris, on sent le début de la crise agricole dans les départements; néanmoins, comme le krach Baring ne les a touchés qu'indirectement, le nombre des mariages se relève en 1891 et en 1892, mais ils doivent aussi, comme à Paris, lui payer leur tribut, et, en 1894, nous les voyons s'abaisser de 290 000 à 286 000.

Cette régularité des mouvements des mariages et leur coïncidence avec les périodes des crises commerciales ne saurait être fortuite, aussi la retrouvons-nous dans tous les grands pays. Il suffira de jeter les yeux sur le tableau des mariages comparés en France, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche et en Italie.

Mariages à Londres. — Opposant leurs mouvements à ce que nous venons de constater en France, nous voyons, à Londres, les mariages suivre une progression ascendante, non interrompue, de 1869 à 1882, de 30 000 à 35 600. La guerre de 1870, et même la crise de 1873, qui sévit surtout en Autriche et aux États-Unis, ne laissent aucune trace de leur passage. La liquidation seule de la crise de 1882 en abaisse le nombre de 35 600 à 34 200, de 1882 à 1887. La dépression s'est fait sentir plus longtemps qu'en France, une fois faite, le chiffre des mariages se relève aussitôt; en 1891, malgré le krach Baring, qui a éclaté en novembre 1890, ils atteignent, à Londres, le plus haut chiffre noté jusqu'ici, 37 300; il est vrai qu'ils ne tardent pas à être réduits, dès 1894, à 36 900, comme en France, au même moment.

Mariages en Angleterre et au pays de Galles. — L'accroissement des mariages est continu, de 176 000 à 205 000 (1869-1873); ici, la liquidation de la crise, qui passe inaperçue à Londres, se fait sentir : de 205 000, les mariages descendent à 182 000 (1873-1879).

La période prospère qui suit ne les relève qu'à 206 000 en 1883, au lendemain de l'année de la crise, puis, pendant sa liquidation, ils retombent à 196 000 en 1886.

Au début de la reprise des affaires, en 1892, ils s'étaient déjà relevés à 227 000, dix-huit mois après le krach Baring qui ne les avait pas impressionnés jusque-là; mais, en 1893, ils fléchissent de 227 000 à 218 000.

L'année suivante, après toutes les liquidations et tous les krachs par lesquels on venait de passer, la période prospère, interrompue en 1890 par le krach Baring, reprenait son cours, et on relevait 226 000 mariages.

Mariages en Autriche. — On notait 208 000 mariages en 1869, ce chiffre n'avait pas été dépassé dans la période prospère qui a précédé la crise de 1873, il s'était même déjà abaissé et il continue de fléchir jusqu'à 161 000 en 1877 (crise liquidée).

En 1882, à la fin de la période prospère, nous constatons le relèvement du nombre des mariages de 161 000 à 183 000, pour le voir s'abaisser à 175 000 pendant la liquidation, en 1885.

En 1888, avec la reprise des affaires, les mariages se multiplient jusqu'à 185 000, fléchissent un instant, sans qu'on en puisse préciser la cause, à 177 000 l'année suivante, puis, malgré le krach Baring, la progression des mariages continue jusqu'à 193 000 en 1893.

En résumé, depuis la liquidation de la crise de 1882 (175 000 mariages en 1885), aussitôt la reprise des affaires, nous voyons, sans approcher de 208 000, comme en 1869, reparaître le chiffre de 185 000 en 1888, ce chiffre fléchir à 177 000 en 1889, et atteindre péniblement 193 000 en 1893.

Si l'accroissement des mariages ne se manifeste pas par de hauts chiffres pendant les périodes prospères, les dépressions sont aussi moins marquées, sauf en 1877, pendant la liquidation de 1873.

Nous ne trouvons pas ici l'élasticité notée en Angleterre, en Allemagne, en Italie, malgré une situation financière meilleure depuis quelques années, puisqu'on veut reprendre les paiements en espèces, et même en or.

Il faut noter, cependant, que la réduction des mariages, moins nombreux en 1893 qu'en 1869 (193 000 contre 208 000), n'entraîne pas une diminution des naissances, car elles sont bien supérieures à celles de cette époque : 923 000 au lieu de 795 000 et, quoique le nombre des décès se soit élevé de 583 000 à 660 000, néanmoins l'*excédent des naissances s'élève à 263 000* au lieu de *212 000*. Rien n'indique mieux une période prospère.

Mariages en Allemagne. — Depuis la constitution de l'empire, en 1873, le nombre des mariages, qui, pendant la première année, s'était élevé à 423 000, diminue ensuite, sans arrêt, jusqu'en 1879, à 335 000, pendant la liquidation de la crise de 1873. C'est ce que nous avons rencontré partout en France, en Angleterre, en Autriche : c'est bien le même mouvement sous l'influence de la même cause.

Cette réaction nécessaire faite, nous allons constater, chaque année, l'accroissement du nombre des mariages, presque sans interruption, jusqu'en 1894.

D'abord, de 335 000 en 1879, puis, nous notons 352 000 en 1883; mais, bien loin de fléchir pendant la liquidation de la crise, comme en France, en Angleterre, en Autriche, l'Allemagne, quoique engagée, elle aussi, supporte la secousse avec toute la vigueur d'une jeune nation, dont l'unité répand partout une nouvelle vie. Les mariages se multiplient donc toujours chaque année jusqu'à 372 000 en 1886, puis il y a une pause, en 1887 ils fléchissent à 370 000, c'est la seule satisfaction qu'ils donnent à la liquidation de la crise de 1882 arrivée à son terme.

La reprise des affaires, en 1888, ouvre une nouvelle période prospère, la progression des mariages reprend son cours et persiste jusqu'en 1891 (399), un an même après le krach Baring. Il lui faut néanmoins laisser une trace du ralentissement des affaires qui se produit partout; en 1892, nous notons un millier de mariages en moins, dépression aussitôt effacée en 1893 et qui amène le chiffre de 408 000 mariages en 1894!

Le chiffre de 1873 n'a pas été, il est vrai, même atteint, quoique la tendance à s'en rapprocher ait toujours été bien marquée. Quelque graves qu'aient été tous les accidents, ils n'ont pu qu'arrêter un instant, en 1879, le développement de la prospérité qui s'est manifestée, en Allemagne, à la suite de la guerre de 1870, à l'aide de l'indemnité des cinq milliards, prospérité qui continue encore aujourd'hui,

et dont nous ne pouvons donner une meilleure preuve que par l'excédent des naissances sur les décès :

De 582 000 par an en **1876**	De 676 000 par an en **1891**
De 525 000 — en **1881**	De 617 000 — en **1893**
De 560 000 — en **1890**	De 697 000 — en **1894**

Excédent qui, de 582 000 en 1876, après les nombreux mariages (423 000) contractés en 1872, la guerre terminée, s'abaisse à 525 000 en 1881, avec les embarras de la fin de la période prospère. Cette fâcheuse impression fut passagère ; même pendant la période de liquidation, l'excédent des naissances se relève de suite : il atteignait déjà 560 000 naissances en plus des décès en 1890, 676 000 en 1891 ; ce n'est qu'en 1893 que cet excédent fléchit à 617 000 pour, en 1894, s'élever à 697 000, soit 115 000 naissances de plus que celui de 1876 !

On ne s'attendait pas à trouver une pareille concordance dans le mouvement des mariages des quatre plus grands pays de l'Europe ; nous aurions pu étendre l'observation, les résultats eussent été les mêmes, ce qui confirme le rôle des périodes et leur succession, comme l'observation des bilans des grandes banques l'avait déjà démontré ; ce serait donc bien le criterium cherché pour se rendre compte de l'état économique des sociétés.

En résumé, de 1869 à 1895, comparant le nombre des mariages dans ces deux années, voici les résultats que nous obtenons :

	Angleterre.	Italie.	Allemagne.
Accroissements . . .	+ 51 000	+ 26 000	+ 15 000
	Autriche.	France.	
Diminutions	— 15 000	— 13 000	
	Londres.	Paris.	
Accroissements. . .	+ 7 300	+ 4 300	

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Par ce rapprochement du nombre des mariages, en 1869 et en 1895, dans les grands pays d'Europe, ce ne sont plus seulement les accroissements et les diminutions que nous avons notés pendant les périodes de prospérité et les périodes de liquidation, concordant toujours avec elles ; dans ces quelques chiffres qui résument tous les tableaux nous donnons le résultat final de tous ces mouvements, c'est-à-dire l'accroissement ou la diminution du nombre des mariages, selon que l'on envisage les divers pays dans leur ensemble ou dans leur capitale.

Pour l'ensemble des cinq grands pays que nous avons examinés, il n'y en a que trois où les mariages sont en augmentation sensible sur ceux qui ont été constatés en 1869, ce sont : l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne. La proportion pour chacun d'eux est, il est vrai, bien différente : 51 000 pour la première, 26 000 pour la seconde et 15 000 pour la troisième. Sans insister sur les différences que nous notons et qui seraient encore plus sensibles si nous les rapprochions du nombre même des mariages, leur accroissement en Angleterre indique une situation hors ligne, si nous le comparons à celui des deux autres pays, l'Italie et l'Allemagne. En Angle-

terre, cependant, nous sommes dans un pays où règne encore l'ancienne organisation sociale, avec ses classes, ses privilèges, son droit d'aînesse, état social que nous avons pris à cœur de renverser, de détruire et d'anéantir chez nous, et qui, néanmoins, quant à la constitution de la famille, donne de pareils résultats. Malgré tout ce qu'on a pu en dire, et tout ce qu'on en dit encore, cela valait la peine d'être remarqué.

L'unité italienne a permis aux mariages de se développer avec plus d'aisance, aussitôt que les barrières qui séparaient les populations ont été abaissées.

L'Allemagne, par suite de la même cause, a vu les mariages se multiplier aussi, mais l'accroissement a été tellement considérable, dès la première année, qu'il n'a pu marcher du même pas dans les années suivantes, et, sur un chiffre de mariages qui dépasse 400 000, l'accroissement, depuis 27 ans, atteint à peine 15 000!

A côté de ces trois peuples, dont l'accroissement des mariages est bien marqué, nous en rencontrons deux, qui, cependant, ne sont pas des moins importants, où le nombre des mariages de 1895, comparé à celui de 1869, est sensiblement inférieur, non seulement par rapport à l'accroissement de la population, mais par rapport aux mariages eux-mêmes.

En Autriche, le nombre des mariages de 1895 est de 15 000 au-dessous de celui de 1869, et, en France, il est inférieur de 13 000.

Dans les deux pays, il y a donc des causes graves qui s'opposent à l'accroissement normal du nombre des mariages. On serait porté à croire que les naissances vont en porter la trace, or il n'en est rien. En Autriche, malgré cette diminution, le chiffre des naissances s'est accru de 132 000 de 1869 à 1894, tandis qu'il baissait de 99 000 en France!

En Autriche, le nombre des mariages seul diminue et la fécondité augmente.

En France, tout diminue, et c'est ici que l'on voit et que l'on constate la mise en jeu de l'avenir de la nation!

On ne saurait trop le répéter, c'est quand on se met en ligne avec les autres nations que les différences apparaissent menaçantes. La famille tend à disparaître en France par suite de ses Lois et de ses Constitutions éphémères.

Si, quittant les populations prises en bloc, nous choisissons quelques centres comme les capitales Paris et Londres, les résultats observés ne seront plus les mêmes. Dans les deux cas, nous allons noter un accroissement sensible des mariages.

A Londres, le nombre des mariages nous montre, de 1869 à 1891, dernier chiffre maximum observé, un accroissement considérable de 7 300 mariages, proportion moindre, cependant, que celle de 51 000 notée en Angleterre : de 28 p. 100 dans ce dernier cas, elle n'est plus que de 24 p. 100 à Londres.

A Paris, au lieu d'une diminution de 13 000 mariages comme en France à la même époque, nous relevons un accroissement de 4 300 mariages. Nous rentrons, comme à Londres, dans une situation normale, quoique la proportion soit moins bonne qu'à Londres, l'accroissement n'étant que de 22 p. 100 au lieu de 24 p. 100; mais, enfin, il y a un accroissement à constater. Cet accroissement est peut-être local, spécial, particulier à Paris, nous n'avons pas constaté ce qui s'était passé dans les autres grandes villes de France, mais, d'après ce que nous avons vu pour l'ensemble de la population, il faut que la diminution ait été beaucoup plus considérable que celle que nous avons constatée (13 000 mariages), puisque, dans le

total, l'accroissement de 4 300 donné par Paris a été complètement dissimulé et absorbé.

Faut-il faire remarquer encore ici combien les mariages sont mal répartis en France ? On ne les voit se multiplier que dans une grande ville qui absorbe toutes les forces vives de la nation, partout ailleurs ils s'affaissent et le nombre des familles diminue ! C'est à Paris seulement, par suite de l'agglomération artificielle que l'on favorise par toutes les dispositions législatives et administratives imaginables, telles que les grandes expositions, que l'on appelle et déplace toute la population des provinces. Au milieu d'une pareille foule, avec une telle promiscuité dans tous les rangs de la société, pour ne pas dire dans toutes les classes, est-il surprenant que, par ce contact journalier, les unions aient plus de facilité, par conséquent plus de chances de se produire ; mais, aussi, si le nœud est plus facile, le divorce, rendu si pratique aujourd'hui, on peut dire impératif, n'est-il pas là pour le dénouer ?

La statistique comparée des mouvements de la population, en nous montrant ce qui se passe ailleurs, nous révèle sur quelle pente nous sommes entraînés. Il faudrait trop changer, disons même tout changer, pour que les mesures, bien insuffisantes, que l'on propose, puissent avoir quelque action ; la société, par la diminution des familles, se détruit peu à peu ! Après quelle perturbation profonde pourra-t-elle se reconstituer ?

Mouvements comparés des naissances (1).

A la première inspection du tableau des naissances, on est un peu troublé par le grand nombre de chiffres que l'on a sous les yeux, et, comme ils correspondent à des mouvements qui ont lieu dans différents pays, on ne pouvait espérer les voir se produire simultanément et à jour fixe, comme sous l'influence d'un commandement : ce que nous constatons, c'est que, dans les divers pays, les mouvements croissants ou décroissants des naissances se succèdent pendant une série d'années. Les causes sous l'influence desquelles ils se produisent sont, sans doute, les mêmes dans tous les pays, puisque ces mouvements s'observent partout dans le même sens, sinon avec la même intensité ; tantôt, dans quelques pays, ils sont déjà arrivés au terme, tandis que, dans d'autres, ils se prolongent. En un mot, après plusieurs années d'augmentation ou de diminution des naissances, il y a un arrêt, et cet arrêt s'observe dans tous les pays, à une année près, rarement deux années ; à ce point que, si nous prenons l'année extrême, celle où l'on observe les chiffres maxima ou les chiffres minima les plus nombreux, les seules exceptions se rencontreront l'année précédente ou l'année suivante ; pouvait-on espérer une concordance plus parfaite ? (Voir le tableau p. 17.)

Pour ne faire porter l'observation que sur les années en dehors de la guerre dans la série de 1869 à 1895 que nous avons sous les yeux, deux mots seulement sur cette terrible période, pendant laquelle, chez le vainqueur et chez le vaincu, nous allons observer des diminutions de 100 000 naissances !

En France, les naissances légitimes, de 1869 à 1871, baissent de 877 000 à

(1) Nous distinguerons les naissances légitimes en France et en Angleterre, ailleurs ce sont les naissances totales.

767 000, en Prusse, de 938 000 à 833 000. La Belgique, sans avoir pris part à la guerre, mais placée dans le voisinage des deux combattants, éprouve aussi une dépression des naissances de 164 000 à 158 000. Dans tous les autres pays, qui n'ont pas été troublés par la guerre, l'accroissement des naissances, pendant la période prospère, continuera et persistera encore pendant une série d'années. Cette diminution de 110 000 naissances en France, de 1870 à 1871, et de 105 000 en Prusse, est en partie comblée par un accroissement de 129 000 naissances en France et de 151 000 en Prusse dès l'année suivante.

Sans insister sur ces effroyables mouvements, poursuivons notre étude au milieu des accidents moins funestes, mais encore bien fâcheux, qui se présentent périodiquement dans la vie des peuples (crises commerciales), sans passer sous silence les accidents imprévus, moins graves sans doute dans leurs conséquences, qui ne se font encore que trop sentir.

Les quatre premières années, de 1869 à 1872, mises à part, il ne nous reste plus que quatre périodes à étudier : deux périodes de croissance et deux périodes de décroissance des naissances, qui s'intercalent et se succèdent alternativement, comme les périodes prospères et les périodes de liquidation qui précèdent et qui suivent les crises commerciales.

La première période de progression continue des naissances s'observe dans les principaux pays, sauf les deux qui ont pris part à la guerre ; nous la notons en Angleterre, en Autriche, en Belgique, en Italie, de 1869 à 1876. En France et à Paris, il est vrai, après le relèvement rapide et subit des naissances en 1872 il y a une réaction inévitable de 896 000 à 875 000 et de 41 400 à 39 400. Cette réaction, nous ne la rencontrons pas ailleurs, pas même en Prusse au même moment.

Maxima des naissances (1869-1876).

Années.	Paris.		Londres.		France.		Angleterre.		Allemagne.		Prusse.		Autriche.		Belgique.		Italie.	
	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.	Maxim.	Minim.
1869.	»	39.5	»	107.8	877	»	»	728	»	»	»	919	»	795	»	158	»	952
1870.	42.4	»	»	»	»	873	»	»	»	»	933	»	»	»	»	»	»	»
1871.	»	27.6	»	»	»	767	»	»	»	»	»	833	»	»	»	»	»	»
1872.	41.4	»	»	»	896	»	»	»	»	1.623	»	»	»	»	»	»	»	»
1873.	»	»	»	»	»	875	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1874.	»	39.4	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1875.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1876.	»	»	»	»	899	»	»	»	1.761	»	1.056	»	853	»	176	»	1.083	»
1877.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1878.	»	»	»	»	»	»	819	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Cette réaction exceptionnelle faite, nous suivons le mouvement d'accroissement qui entraîne tous les pays que nous avons pris comme exemples, c'est-à-dire l'Europe presque entière, de 1869 à 1876.

Si Paris et Londres ne sont pas en ligne, c'est que la progression des naissances persiste sans arrêt jusqu'en 1883 et 1884. Partout ailleurs, les naissances d'un mouvement continu, d'un chiffre minimum en 1869, se sont élevées à un chiffre maximum qui se rencontre la même année, en 1876, dans les différents pays, comme le tableau ci-dessus le montre ; l'Angleterre, seule, continuant son mouvement jusqu'en 1878.

Si l'on rapproche ces mouvements de ceux des mariages, on ne peut s'empêcher de remarquer que cette marche en avant des naissances est générale et qu'elle atteint son apogée, en 1876, au moment où les mariages sont réduits partout à leur chiffre minimum.

Naissances (1).

ANNÉES.	PARIS. — LÉGITIMES.		LONDRES. — LÉGITIMES.		FRANCE. — LÉGITIMES.		ANGLETERRE. — LÉGITIMES.		ALLEMAGNE. — TOTALES.		PRUSSE. — TOTALES.		AUTRICHE. — TOTALES.		ITALIE. — TOTALES.		BELGIQUE. — TOTALES.		SUISSE. — TOTALES.	
	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum	Maximum.	Minimum	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.
	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.
1869	»	39.5	»	107.8	877	»	»	728	»	»	»	919	»	795	»	952	»	158	»	»
1870 (Guerre)	42.4	»	109.3	»	»	873	748	»	»	»	938	»	»	»	»	»	164	»	»	»
1871	»	27.6	»	»	»	767	»	»	»	»	»	833	»	»	»	»	»	158	»	77.0
1872	41.4	»	»	»	896	»	»	»	»	1.626	»	»	»	»	1.020	»	»	»	»	»
1873 (Crise)	»	»	114.3	»	»	875	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1874	»	39.4	»	»	»	»	811	»	»	»	»	»	»	»	»	951	»	»	»	»
1875	»	»	118.0	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	90.0	»
1876	40.5	»	122.0	»	899	»	»	809	1.761	»	1.056	»	853	»	1.083	»	176	»	»	»
1877	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	830	»	»	»	»	»	»
1878	»	»	»	»	»	»	849	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1879 (Liquidation)	»	»	»	»	»	»	»	833	»	»	»	»	855	»	»	»	»	»	»	»
1880	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	827	»	957	»	171	»	84.0
1881	»	»	127.6	»	»	851	»	»	»	1.682	»	1.012	»	»	»	»	»	»	85.0	»
1882 (Crise)	»	»	128.0	»	866	»	»	»	1.702	»	»	»	873	»	1.130	»	176	»	»	»
1883	47.2	»	129.1	»	»	»	»	»	»	1.683	»	»	»	858	»	»	»	174	»	»
1884	»	»	130.4	»	»	»	864	»	»	»	»	»	878	»	»	»	176	»	»	»
1885	»	»	»	127.5	»	»	»	851	»	»	»	»	»	860	»	»	»	»	»	80.3
1886 (Liquidation)	»	»	129.1	»	»	»	860	»	»	»	»	»	»	»	»	1.086	»	»	»	»
1887	»	»	»	128.0	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1.152	»	»	»	81.2	»
1888	»	43.4	»	122.7	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1.119	»	»	»	»
1889	44.3	»	»	126.5	»	»	»	»	1.772	»	1.091	»	898	»	1.149	»	177	»	»	»
1890 (Krach Baring)	»	41.8	»	123.1	»	766	»	831	»	1.759	»	»	»	868	»	1.083	»	176	»	78.5
1891	44.1	»	129.6	»	»	»	875	»	1.840	»	1.138	»	947	»	1.132	»	181	»	83.6	»
1892	»	»	»	122.4	»	»	»	860	»	1.795	»	1.106	»	871	»	1.110	»	177	»	»
1893	»	42.9	128.0	»	808	»	875	»	1.865	»	1.156	»	923	»	1.126	»	183	»	84.8	»
1894 (Liquidation)	43.0	»	»	126.4	»	778	»	851	»	1.841	»	1.143	»	»	»	1.102	»	181	»	84.1
1895 (Krach des Mines)	»	41.1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]	[illegible]	[illegible]	»	»	»	»	»	»

(1) Pour suivre de l'œil les variations extrêmes, les réunir par une ligne, comme dans les tableaux : France et Paris. (Voir p. 8 et

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Il y aurait donc ici une contradiction apparente entre les mouvements des mariages et ceux des naissances; les premiers suivant bien l'activité et le ralentissement des affaires; les secondes, n'étant que le résultat des mariages antérieurs, donnant leur chiffre maximum à plus longue échéance, dans la période de liquidation, en 1876, et leur chiffre minimum, de 1879 à 1881, pendant la période prospère.

Tout s'expliquerait alors naturellement : le chiffre maximum des naissances que l'on rencontre en 1876 correspondrait au maximum des mariages contractés en 1872 en France, en Angleterre, en Allemagne, en Prusse, en Autriche, en Belgique, en Suisse.

A cette période d'accroissement succède une période de décroissance dont le dernier terme est atteint en 1881 ; à une année près, le chiffre minimum se rencontre dans tous les pays, et il s'observe à la veille du moment où les mariages vont atteindre leur chiffre le plus élevé, à la fin de la période prospère, au moment où leur progression va être arrêtée par la crise de 1882.

Voilà le résultat de l'observation des naissances sur les populations prises en bloc; prenons-nous les capitales, Paris et Londres, il n'en sera plus ainsi, le mouvement continu d'accroissement des naissances a une beaucoup plus longue durée; sauf l'interruption produite par la guerre à Paris, il persiste, pour les deux capitales, de 1869 à 1883 et 1884.

Minima des naissances (1879-1881).

Années.	Paris.		Londres.		France.		Angleterre.		Allemagne.		Prusse.		Autriche.		Belgique.		Italie.	
	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.
1879. . .	»	»	»	»	»	»	»	838	»	»	»	»	855	»	»	»	»	»
1880. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	171	»	957
1881. . .	»	»	»	»	»	851	»	»	»	1.682	»	1.012	»	827	»	»	»	»

Autant nous avons remarqué la rencontre des chiffres maxima des naissances dans la même année, autant nous noterons celle des minima, non pas à cause de la simultanéité, mais par suite de la petitesse des écarts de temps qui les sépare, puisque, dans l'espace de trois années, à une année près, nous trouvons les chiffres minima groupés comme les maxima.

Nous n'insistons pas sur l'importance des chiffres, sur leur rapport avec les populations des divers pays, avec le nombre des mariages, nous ne recherchons ici que leur rapport avec les périodes prospères et les périodes de liquidation. Or voici ce qui ressort de la comparaison des deux tableaux :

1° La coïncidence des chiffres maxima et minima observés la même année ou à une année près dans chaque pays.

2° La succession des mouvements se produisant dans le même sens, croissants ou décroissants, pendant une série d'années, ce qui constitue bien des périodes.

3° Le rapport avec les périodes prospères ou de liquidation dans lesquelles on les rencontre.

A Paris, l'accroissement des naissances s'était arrêté une année plus tôt qu'à Londres, en 1883, l'année même qui a suivi la crise de 1882.

Depuis 1874, date de la dernière dépression, les naissances dans les deux capitales ont suivi l'activité des affaires, sans être touchées par la réaction de 1879-1881. Il est vrai qu'une fois subie, le mouvement ascensionnel des naissances avait

repris partout dans les capitales et dans l'ensemble des pays; le tableau suivant nous donne les chiffres maxima que l'on rencontre alors sur toute la ligne.

Maxima des naissances (1832-1884).

Années.	Paris.		Londres.		France.		Angleterre.		Allemagne.		Prusse.		Autriche.		Belgique.		Italie.	
	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.
1882. . .	»	»	»	»	866	»	»	»	1 702	»	»	»	»	»	186	»	1.130	»
1883. . .	47.2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1884. . .	»	»	130.4	»	»	»	864	»	»	»	»	»	878	»	»	»	»	»

En effet, tous les maxima se présentant pour tous les pays à une année près, nous pouvons dire encore qu'ils marchent d'accord sous l'influence de la même cause, c'est-à-dire de la période prospère qui a été interrompue par l'explosion de la crise de 1882. Ici, l'arrêt est un peu plus rapproché de la cause, tout en se présentant dans les mêmes conditions.

Comme nous l'avons observé de 1879 à 1881, à ce mouvement croissant, pendant la période prospère, succède un mouvement décroissant, pendant la période de liquidation; ce mouvement se prolonge même au delà, malgré la reprise des affaires, en 1886, pour s'arrêter en 1890, l'année du krach Baring.

Minima des naissances (1890).

Année.	Paris.		Londres.		France.		Angleterre.		Allemagne.		Prusse.		Autriche.		Belgique.		Italie.	
	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.
1890. . .	»	41.8	»	123.1	»	766	»	831	»	1.759	»	»	»	868	»	176	»	1.083

L'accord, ici, est encore général, le chiffre des naissances s'abaisse partout, non pas, sans doute, dans la même proportion, mais dans la même année. Que l'on observe le relevé des naissances dans les capitales ou dans l'ensemble des pays, la décroissance est partout bien sensible. A ce moment, on s'est demandé si le krach Baring, si grave qu'il fût, produirait les mêmes effets qu'une crise commerciale ? Les avis étaient divisés, on ne se rendait pas compte d'abord de la gravité de la disparition de cette Maison, dont les relations embrassaient le monde entier. Sans doute, elle devait liquider, mais, par les secours qu'on lui avait accordés, elle n'entraînait pas une suite de liquidations comme dans les crises commerciales. Les différentes places n'étant pas mal engagées résistèrent à la secousse, non sans voir la circulation de leurs lettres de change très réduite, privées qu'elles étaient de l'acceptation de la maison Baring qui, sur les marchés étrangers, leur permettait de circuler partout; de là un ralentissement général des opérations commerciales dans le monde entier, dont les naissances porteront aussi la trace.

La décroissance des naissances, qui avait commencé en 1884, était arrivée à son terme en 1890. L'année suivante, les effets du krach n'ayant pu encore se faire sentir, l'éclat datant du 15 novembre, elles se relevaient très vivement, puisque, pour la plupart des pays, c'est dans cette année que l'on observe les chiffres maxima, mais son influence apparut enfin en 1892-1893 et, suspendant cette reprise, une vive réaction, qui ne dura pas, se produisit, comme on peut le constater sur le tableau suivant :

Années.	Paris.		Londres.		France.		Angleterre.		Allemagne.		Prusse.		Autriche.		Belgique.		Italie.	
	Max.	Min	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.
1891. . .	44.1	»	129.6	»	»	»	875	»	1.840	»	1.138	»	947	»	181	»	1.132	»
1892. . .	»	»	»	122.4	»	»	»	»	»	1.795	»	1.106	»	871	»	177	»	1.110
1893. . .	»	42.9	»	»	»	»	»	»	1.865	»	1.156	»	923	»	183	»	1.126	»
1894. . .	43.0	»	»	»	»	778	»	851	»	1.841	»	1.143	»	»	»	181	»	1.102

Après cette étude d'ensemble, pour permettre de suivre simultanément les mouvements des naissances dans les divers pays, il ne sera pas inutile de les constater et de les préciser dans chacun d'eux et dans les grandes capitales, à Londres et à Paris (1).

Naissances légitimes à Paris. — Après la perturbation de la guerre et la dépression inévitable qu'elle amène, l'accroissement qui a suivi se présente bien avec celui des mariages en 1872.

A cet accroissement succède une diminution pendant la liquidation de la crise de 1873. Elle ne persiste qu'une année, le relèvement des naissances paraît trois ans avant celui des mariages, et, de 39 400 naissances en 1874, nous suivons le mouvement croissant jusqu'à 47 200 en 1883, c'est-à-dire l'année qui a suivi l'explosion de la crise, elles s'arrêtent bien avec la fin de la période prospère.

La période de liquidation ouverte, nous les voyons décroître de 47 200 à 41 800 en 1890. Il y avait eu un premier arrêt en 1888 à 43 400, suivi d'une légère reprise en 1889, mais, comme pour les mariages en France, la tendance était bien à la baisse, qui se manifeste la même année, en 1890, dans les deux cas.

Le fâcheux effet du krach de la maison Baring troublait surtout la place de Londres et ne pouvait encore se faire sentir à Paris, aussi le chiffre minimum des naissances touché se relève de suite en 1891 à 44 100; c'est le dernier relèvement constaté. Le ralentissement des affaires, conséquence de la liquidation de cette maison, dès l'année suivante, déprime le chiffre des naissances jusqu'à 42 900 en 1893, quoique l'accroissement des mariages continue normalement depuis la fin de la période de liquidation en 1886, et, malgré cette progression ininterrompue depuis cette époque, rien n'arrête la diminution des naissances.

Elles se relèvent cependant un instant d'un nombre insignifiant (100) en 1894, pour retomber à 41 400 en 1895, à 2 000 près le même chiffre qu'en 1874 et en 1869. Les mariages, au contraire, après avoir payé leur tribut au krach Baring de 23 200 à 22 600 (1892-1894), se relèvent à 22 800 en 1895.

Naissances légitimes en France. — A Paris, dans le dernier quart du siècle, nous avons rencontré, dans les premières années, une notable progression des naissances; il en a été de même quand on embrasse la France entière; mais, depuis 1876, la diminution est continue, non sans quelques réactions inévitables.

Les troubles apportés par la guerre entraînent une diminution de 100 000 naissances (1869-1871), puis, dès 1872, elles se relèvent de 129 000 (896 000).

En 1873, elles fléchissent, par une réaction naturelle de 21 000 (896-875), mais le mouvement ascensionnel reprend son cours jusqu'à 899 000 naissances en 1876, chiffre maximum observé pendant le dernier quart du siècle. Cette progression se poursuit pendant qu'à Paris et en France les mariages diminuent et, à Paris, même les naissances. Les mêmes causes n'ont donc pas la même action selon qu'on les observe sur une population répandue sur une grande surface ou concentrée sur un point comme dans une capitale. C'est là, en effet, où l'industrie et le commerce

(1) Nous n'avons pas tenu compte de la séparation de l'Alsace-Lorraine en 1871, parce que, avant et après cette date, nous observons les mêmes chiffres maxima et minima des mariages et des naissances, la rectification n'aurait donc pas changé notablement les résultats.

sont réunis et groupés, il est donc inévitable que la population qui en vit soit la première à ressentir les heureux et les fâcheux effets des périodes que nous étudions. L'agriculture, dans un grand pays, n'a pas les mêmes engagements à terme, c'est-à-dire à crédit, elle n'a pas de faillite à redouter, aussi ne reçoit-elle que le contre-coup des crises commerciales; nous en avons un exemple sous les yeux pour les naissances légitimes, quand nous les voyons augmenter au moment même où les mariages diminuent.

Ce second relèvement des naissances observé de 1873 à 1876 (875-899) ne concorde pas avec ce qui se passe au même moment à Paris, là où il n'y a pas à combler les mêmes vides causés par les pertes de la guerre. Cette compensation faite en partie, sauf de bien légères réactions, les chiffres des naissances vont toujours en déclinant à 851 000 en 1881, à la veille de la fin de la période prospère, ce qui leur permet de se relever à 866 000. Leur progression en France s'arrête même avant l'explosion de la crise de 1882, tandis qu'à Paris elle persiste encore l'année même où elle éclate.

Pendant la période de liquidation, les naissances diminuent simultanément, à Paris jusqu'en 1888, en France jusqu'en 1890.

Le krach Baring (novembre 1890), plus sensible à Paris par suite des relations d'affaires avec l'Angleterre, ne se fait pas sentir en France et le chiffre des naissances se relève de 766 000 à 808 000 en 1893, ne subissant pas d'abord les conséquences de ce krach; puis forcé, comme à Paris, de compter avec lui, il s'abaisse à 778 000, soit de 99 000 au-dessous de celui de 1869, tandis qu'on reste encore de 3 500 naissances au-dessus à Paris.

Voilà la situation en France, en est-il de même à l'étranger ? Car, quoiqu'il n'y ait pas de muraille pour nous en séparer, il suffit d'une frontière pour que le plus souvent on ne jette pas un regard au delà, seul moyen, cependant, de juger de la situation d'un pays. C'est ce tableau que nous allons faire passer sous les yeux (1).

Naissances légitimes à Londres. — Comme à Paris, nous ne prenons que les naissances légitimes. Insensibles à la crise de 1873, comme les mariages, elles s'accroissent d'un mouvement continu de 107 800 à 130 400 (1869-1884), se prolongeant même après l'explosion de la crise, jusqu'en 1884, mais là, comme en France, la période de liquidation se fait sentir et elles s'abaissent à 123 100 en 1890.

Elles se relevaient déjà à 129 600 en 1891, quand le krach Baring les déprime à 122 400, chiffre bientôt effacé, pour osciller alors de 128 000 à 126 400 en 1893 et 1894. Les mouvements sont bien liés dans les deux capitales, en sera-t-il de même dans l'ensemble des deux pays ?

Naissances légitimes en Angleterre. — Elles s'élèvent d'un mouvement continu jusqu'en 1874 (728 à 811), fléchissent à peine de 2 000 en 1876 pour reprendre de suite jusqu'à 849 000 en 1878. Jusque-là, la liquidation de la crise de 1873 ne se fait pas sentir; ici seulement, en 1879, nous notons une diminution de 9 000 naissances (838 000).

En France, au même moment (1876-1881), le recul, beaucoup plus sérieux, portait sur 48 000 naissances (851 000).

---

(1) Voir le tableau plus haut.

*

C'est le premier point d'arrêt notable depuis 1869, tandis qu'à Paris et à Londres la progression continue d'un mouvement ou plutôt d'une course ininterrompue de 1869 à 1883 et 1884 : Londres dépassant d'une année le point d'arrêt déterminé par la crise de 1882; à Paris, l'accroissement des naissances s'élevant à 7 700 et à Londres à 22 600. Les deux mouvements ont bien lieu dans les mêmes conditions, au même moment, et l'accroissement est presque le même, de 118 p. 100 à Paris et de 120 p. 100 à Londres.

Ce recul des naissances en Angleterre, en 1879, n'est même qu'une réaction, car le mouvement en avant reprend de suite jusqu'à 864 000 naissances en 1884, s'arrêtant au *même moment* qu'à Londres et à Paris.

Nous voici presque en présence des mêmes chiffres de naissances dans les deux pays, 866 000 en France en 1882, 864 000 en Angleterre en 1883 : cette égalité ne va pas durer. En France, nous sommes déjà au-dessous des chiffres antérieurs, 877 000, 899 000 (1869-1876), pendant qu'en Angleterre, en 1874 et en 1878, le nombre des naissances, de 811 000 et de 849 000, dépasse sensiblement celui de 1869 (728 000). Ces différences vont encore s'accentuer.

Ayant atteint, en 1884, à la fin de la période prospère, le chiffre maximum noté jusqu'ici (864 000), les naissances, en Angleterre, vont de suite subir une première réaction, de 13 000, en 1885, à 851 000, quoique l'année suivante elles se relèvent à 860 000. La période de liquidation, qui s'était fait sentir de suite, semblait déjà terminée, quand, au contraire, elle se prolonge jusqu'en 1890, où le chiffre des naissances est descendu peu à peu à 831 000, soit une diminution de 33 000, pendant qu'en France, au même moment, dans le même mouvement décroissant, sous l'influence de la même cause, la diminution s'élève à 100 000! Les différences prennent des proportions énormes, au détriment de notre pays.

Dès l'année suivante, le nombre des naissances, de 831 000, s'est relevé de suite à 875 000; le krach n'ayant éclaté qu'à la fin de 1890, son action ne se fait sentir qu'en 1892. Nous notons alors une diminution de 15 000 naissances, effacée de suite à son tour par 15 000 naissances en plus en 1893, bientôt suivie d'une baisse sensible de 24 000 naissances en 1894.

Au milieu de ces oscillations en baisse et en hausse, passant d'un chiffre minimum à un chiffre maximum, de 831 000 à 875 000, puis à 851 000, nous voyons reparaître, après le krach Baring, la même dépression des naissances qu'en 1885, au début de la liquidation de la crise de 1882. Il y a là un trouble profond qui s'est manifesté par un abaissement des naissances suivi d'un relèvement non moins vif; n'est-ce pas un choc reçu dans une situation normale, laquelle réagit de suite, mais dont l'équilibre n'est pas moins troublé ? Il y a là un tassement bien naturel avec un chiffre de naissances de 147 000 supérieur à celui de 1869!

En divisant en deux le dernier quart du siècle, cet accroissement se répartit ainsi pour l'Angleterre : 136 000 naissances de 1869-1884, 24 000 seulement de 1885 à 1894.

En France, dans les mêmes années, pour réparer en partie les pertes de la guerre, nous ne notons qu'un accroissement de 22 000 naissances, de 1869 à 1876, ce qui les porte à 899 000, chiffre maximum observé alors, mais que nous ne retrouverons plus. Le dernier relèvement, en 1882, ne dépasse pas 866 000 naissances, à la fin de la période prospère; celles de l'Angleterre ont presque touché le même chiffre (864 000), mais si elles s'abaissent de 33 000 (831 000) pendant la liquida-

tion de la crise de 1882, en France, au même moment, sous l'influence de la même cause, nous les voyons descendre à 766 000, soit de 100 000!

Le dernier relèvement des naissances, après la liquidation Baring, donne, en France et en Angleterre, presque le même chiffre : 42 000 pour la première, 44 000 pour la seconde; mais, si l'on fait remonter la comparaison jusqu'en 1869, on constate, en France, une diminution de 98 000 naissances, et, en Angleterre, un accroissement de 147 000 ! Sans parler de l'excédent des naissances sur les décès, qui dépasse 300 000 en Angleterre et n'existe pas en France, ou atteint à peine 7 000, quand, par bonheur, il n'y a pas un excédent de décès, on voit et on sent, non sans regret et sans douleur, combien, au milieu de la prospérité générale, la situation est différente dans les deux pays.

Ce n'est pas chez celui qui se flatte d'avoir la constitution la plus *rationnelle* que l'on en ressent les heureux effets; on fait espérer, il est vrai, que la future revision, ou du moins celles qui ne tarderont pas à suivre, ne manqueront pas de donner ce que l'on a promis.

Naissances en Autriche. — Malgré la crise de 1873, le mouvement croissant des naissances continue, de 1869 à 1876, de 795 000 à 853 000. Là, il y a une légère réaction à 830 000, mais le mouvement reprend de suite jusqu'à 855 000 en 1879, et, c'est seulement en 1880 que la dépression des naissances à 827 000 est complète.

La période prospère, de 1879 à 1882, se fait sentir comme en France et en Angleterre, et, de 827 000, les naissances se relèvent à 878 000 en 1884, la même année que dans ces deux pays.

Dès l'année suivante, elles s'abaissent à 860 000, et, après un relèvement sensible, comme nous l'observons à Paris en 1889, nous les voyons fléchir, comme à Paris, à Londres, en France et en Angleterre en 1890, sans que le krach Baring ait pu avoir aucune action, puisqu'il éclate au mois de novembre, mais c'est bien la fin de la liquidation de la crise de 1882 qui, pour les naissances, s'observe *partout au même moment.*

Ce chiffre minimum touché, les naissances se relèvent en Autriche à 947 000 en 1891, c'est le plus haut chiffre noté, et, comme en Angleterre et en France, comme à Londres et à Paris, il y a une succession de croissances et de décroissances des naissances et des mariages qui signale bien le trouble général qui règne partout.

Rapprochant, pour les comparer, les deux chiffres des naissances en 1869 et en 1891, nous notons un accroissement de 152 000 naissances, chiffre le plus élevé que nous ayons rencontré jusqu'ici, ce qui indique bien une période prospère, puisque en outre l'excédent des naissances sur les décès s'élève à 274 000, il est vrai qu'ici nous n'avons pas soustrait les enfants naturels.

Naissances en Allemagne. — Nous dépassons de suite le million; dès la première année de l'unification, nous notons 1 626 000 naissances. Elles progressent sans arrêt jusqu'à 1 761 000 en 1876. La liquidation de la crise de 1873 se fait sentir alors et, jusqu'en 1881, elles vont s'abaisser jusqu'à 1 682 000.

Elles se relèvent à 1 702 000 avec la période prospère, qui finit en 1882, et, pendant la liquidation, à un millier près, elles s'abaissent au même chiffre qu'en 1881 (1 683 000).

Le mouvement ascendant reparaît de suite et ne se ralentit qu'un moment à 1 772 000 en 1889, fléchit comme partout à 1 759 000 en 1890, puis se relève et s'abaisse alternativement comme nous l'avons déjà remarqué.

Il touche 1 840 000, fléchit à peine à 1 795 000, pour se relever de suite à 1 865 000 en 1893, chiffre maximum de ce dernier quart de siècle avant de faiblir à 1 841 000.

Cette progression des naissances dépasse ce que nous avons vu jusqu'ici; elle nous montre, sur des chiffres déjà énormes, un accroissement de 239 000 naissances, par la comparaison des deux chiffres de 1872 et de 1893, et, néanmoins, sauf l'amplitude de la progression, ils marchent, selon les périodes, d'accord avec ceux des autres pays.

Pour répondre à l'objection qu'on ne trouverait peut-être pas la même coïncidence ailleurs, nous jetterons un coup d'œil rapide sur ce qui se passe en Prusse, en Belgique, en Suisse; nous aurons ainsi fait porter l'observation sur assez de points pour qu'on ne puisse contester l'importance des conclusions que l'on peut tirer de ces comparaisons.

Mariages en Prusse. — Nous prenons toujours le même cadre, de 1869 à 1895. Dans les quatre premières années, on ne sera pas surpris des variations qu'amène le passage de l'état de paix à l'état de guerre, puis le retour à la paix.

De 216 000, les mariages vont s'abaisser à 181 000 en 1870 et se relever à 255 000 en 1872. En 1874, on est déjà retombé à 245 000, et la liquidation de la crise de 1873 va les réduire à 206 000 en 1879.

Pendant la période prospère qui, dans les autres pays, se terminera en 1882, ils se sont déjà relevés à 217 000, mais la Prusse, n'ayant pas encore eu le temps de s'engager dans les affaires, leur progression continue pendant la période de liquidation, alors qu'ailleurs on note leur diminution; cependant, en 1887, il y a un léger recul de 231 000 à 229 000 dans cette marche des mariages toujours ascendante depuis 1879.

En 1889, nous en notons déjà 240 000, 245 000 en 1892, et enfin 250 000 en 1894; pas un obstacle, pas un arrêt ne ralentit cet accroissement incessant des mariages dans un pays qui a pris rang aujourd'hui parmi les nations les plus civilisées et les plus prospères. Leur accroissement entre les deux relevés de 1869 et de 1894, ce dernier supérieur au premier de 34 000 mariages, fait un contraste avec le même tableau dans l'empire d'Allemagne, alors que, depuis la première année de l'unification, les 423 000 mariages que nous notions étaient réduits à 408 000 en 1894, quoique les naissances se soient accrues de 239 000, chiffre assez éloquent et qui montre combien la question est complexe.

Mariages en Belgique. — De 1869 à 1873, nous retrouvons les mêmes mouvements qu'en Prusse; ils s'élèvent de 37 100 à 40 500, après avoir fléchi à 35 200 en 1871, la terrible année de la guerre, quoique le pays n'y fût pas engagé, les affaires seules en avaient souffert.

Ils prennent part à la liquidation de la crise de 1873 jusqu'en 1878, se relèvent à 39 400 pendant la période prospère qui prend fin en 1882, fléchissent à 38 600 la première année même de la liquidation, puis l'accroissement reparaît de suite.

Nous relevons déjà 39 900 mariages en 1885, 43 700 en 1889, et l'accroissement

des mariages continue sans arrêt, sauf une diminution de 200 en 1893, résultat à peine appréciable du krach Baring, jusqu'à 47 700 en 1894. Nous retrouvons toujours les mêmes mouvements.

Mariages en Suisse. — Ici, les variations du nombre des mariages sont bien sensibles de 1871 à 1875 : de 19 000 nous les voyons s'élever à 24 000. La crise de 1873 ne se fait pas sentir sur le moment, mais beaucoup plus tard, en 1880 (19 000), de sorte que la période prospère (1879-1882) n'apporte son appoint que tardivement aussi, en 1888 (20 700), tout en restant bien au-dessous du chiffre noté en 1875 (24 000).

Une dépression de 100 mariages, en 1889, coupe la progression, pour ainsi dire continue, des mariages, de 19 000 à 22 100 (1880-1894), la Suisse étant peu touchée par les périodes de crise et les krachs des autres pays.

Pour compléter la comparaison, un mot sur les naissances dans ces pays.

Naissances en Prusse (1). — Après la dépression de 938 000 à 833 000, produite par la guerre de 1870, l'accroissement a lieu, sans arrêt, de 1871 à 1876, jusqu'à 1 056 000, aussi ne faut-il pas être surpris de voir la réaction se produire en 1881, pendant la période prospère, réaction qui ne dépasse pas 44 000 naissances.

Pendant la période de liquidation, jusqu'en 1885, la reprise est à peine sensible, quoique déjà appréciable ; elle persiste, sans arrêt, jusqu'en 1891, paie un tribut, par un abaissement à 1 106 000, au krach Baring, et, enfin, atteint 1 156 000 en 1893, soit un accroissement de 237 000 naissances sur le relevé de 1869.

Naissances en Suisse. — A partir de 1871, elles suivent les mêmes mouvements croissants et décroissants, de 77 000 à 90 000 (1871-1876), puis à 84 000 (1880). Elles se relèvent d'un millier en 1881, à 85 000, à la veille de la crise, et s'affaissent à 80 300 pendant la liquidation, en 1885.

Avec la reprise des affaires nous les voyons se relever de 80 300 à 81 200. Mais, alors, pendant trois années, elles diminuent jusqu'à 78 500 en 1890, avant même le krach Baring. Il y a eu là une crise grave ou une épidémie qui se manifeste par ce chiffre isolé, car, dès l'année suivante, on notait 83 600 naissances, et, enfin, 84 800 en 1893, soit 7 800 naissances de plus qu'en 1871.

Décès.

Des trois grands articles qui embrassent les mouvements de la population, il ne nous reste qu'un mot à dire des décès.

Les décès, étant pour la plupart soustraits à l'intervention de la volonté de l'homme, ne vont plus nous offrir, soit dans les capitales, soit dans l'ensemble des pays, les mêmes concordances avec les périodes de prospérité et de liquidation. Nous mettrons de côté les années qui ont précédé et suivi la guerre de 1870, alors qu'en France, de 1869 à 1871, on voyait les décès s'accroître de 407 000, tandis qu'en Prusse, au même moment, ils n'augmentaient que de 93 000. L'unification n'étant pas encore faite, nous ne possédons pas le relevé pour l'Allemagne, mais on sent déjà

(1) Voir le tableau p. 17.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Décès.

	PARIS.		LONDRES.		FRANCE.		ANGLETERRE.		ALLEMAGNE.		PRUSSE.		AUTRICHE.		ITALIE.		BELGIQUE.		SUISSE.	
	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.
	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.	Mille.
1869.	»	45.8	»	78.0	»	864	»	494	»	»	»	632	»	583	»	713	»	109	»	»
1870 (Guerre).	73.5	»	»	»	1.046	»	515	»	»	»	»	»	»	»	»	»	118	»	»	»
1871.	86.7	»	»	»	1.271	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	145	»	74.0	»
1872.	»	29.6	»	»	»	»	»	»	1.194	»	725	»	»	»	827	»	»	»	»	59.0
1873 (Crise)	41.7	»	»	»	»	»	»	492	»	»	»	»	811	»	»	»	»	»	61.0	»
1874.	»	»	»	»	»	781	»	»	»	1.122	»	652	»	»	»	»	»	109	»	60.0
1875.	»	»	»	»	845	»	»	»	1 172	»	»	»	»	»	843	»	122	»	66.0	»
1876.	48.5	»	»	»	»	»	»	»	»	1.134	»	»	»	634	»	»	»	»	»	»
1877.	»	47.5	»	»	»	801	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	114	»	»
1878.	»	»	»	»	»	»	»	»	1.157	»	»	»	683	»	»	»	»	»	»	»
1879 (Liquidation)	»	»	83.8	»	»	»	526	»	»	1.143	»	»	»	652	»	»	»	»	»	»
1880.	»	»	»	81.8	858	»	»	«	1.173	»	692	»	»	»	869	»	123	»	»	62.0
1881.	»	»	»	»	»	828	»	491	»	1.156	»	682	»	»	»	781	»	»	63.0	»
1882 (Crise)	58.7	»	82.9	»	»	»	»	»	»	»	»	»	686	»	»	»	»	114	»	»
1883.	»	»	»	80.9	»	»	»	»	»	»	»		»	»	794	»	»	»	»	»
1884.	»	»	81.9	»	858	»	530	»	1.203	»	»		»	666	»	780	121	»	»	58.3
1885.	»	54.6	»	80.3	»	833	»	522	»	1.199	»	»	689	»	»	»	»	117	61.5	»
1886 (Liquidation)	57.0	»	82.5	»	860	»	537	»	1.233	»	742	»	»	»	844	»	124	»	»	»
1887.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	672	»	»	»	115	»	»
1888.	»	53.3	»	»	»	»	»	510	»	1.142	»	665	686	»	»	»	121	»	»	58.2
1889.	56.0	»	»	76.0	»	794	»	»	»	»	»	»	»	646	»	768	»	119	»	»
1890 (Krach Baring)	56.6	»	»	»	»	»	»	»	1.199	»	717	»	696	»	»	»	»	»	61.8	»
1891.	»	54.4	89.1	»	876	»	587	»	»	1.164	»	689	»	673	»	»	»	»	»	»
1892.	57.1	»	»	86.8	»	»	»	559	»	»	»	»	693	»	802	»	133	»	»	57.1
1893.	»	»	89.7	»	»	867	569	»	1.248	»	746	»	»	660	»	»	»	»	»	»
1894.	»	51.6	»	75.6	»	815	»	498	»	1.144	»	679	»	»	»	776	»	118	61.8	»
1895 (Krach Mines).	54.2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Pour suivre de l'œil les variations extrêmes, les réunir par une ligne, comme dans les tableaux : France et Paris. (Voir p. 8 et 10.)

la différence des pertes pour le vaincu et pour le vainqueur. (Voir le tableau ci-contre.)

En dehors de ces grands écarts, inévitables après la guerre, à la simple inspection du tableau, nous constatons des différences sensibles. Très rapprochées, à une année près, les variations ne sont que des réactions que l'on observe après les épidémies, quand la population, éprouvée par la maladie, a payé un large tribut à la mort, non seulement par celle de ceux qui succombaient à la maladie régnante, mais encore par celle des personnes déjà malades et délicates, dont la situation morale a été ébranlée. Aussi, quand on observe un chiffre maximum de décès suivi d'un chiffre minimum, on peut reconnaître le passage d'une épidémie. Ces chiffres n'ont, d'ailleurs, aucun rapport avec les périodes prospères et les périodes de liquidation. Nous les observons indifféremment, dans les deux cas, à Paris en 1876, en 1886, en 1890, en 1892 ; à Londres en 1879, en 1882, en 1886, en 1891 et en 1893.

En France et en Angleterre il en est de même.

Cette rencontre d'un chiffre maximum des décès avec un chiffre minimum a toujours lieu avec un grand écart en moins : il est de 44 000 décès en France en 1877. Le maximum et le minimum (845 000-801 000) sont presque juxtaposés dans la période de liquidation (1874-1879), et, par conséquent, n'ont pas un rapport direct avec elle.

Le second grand écart, 30 000 décès en moins, se rencontre en 1881, pendant la période prospère (858-828).

Le troisième grand écart, 22 000, se présente en 1885, mais, immédiatement suivi d'une réaction, en 1886, cette dernière est le point de départ d'une série d'années, chacune en diminution sur la précédente, amenant à un chiffre presque aussi bas (794 000) que celui de 1874, après les pertes énormes de la guerre.

Cette dépression des décès, sur une population de 38 200 000 âmes, qui égale presque celle qui a été notée en 1874, alors qu'elle ne dépassait pas 36 100 000 âmes, semblerait indiquer une situation économique et hygiénique bien supérieure à la précédente, si elle n'avait pas été suivie d'une recrudescence de décès s'élevant à 876 000 en France et à 57 100 à Paris, en 1892, les plus hauts chiffres cotés dans toutes les périodes depuis 1871.

Ce qui ressort du tableau des décès c'est la mobilité qui caractérise la répartition de ces variations. Quoiqu'on les rencontre aussi, elles ne se succèdent pas par séries continues dans le même sens ; tout à coup, un chiffre maximum se présente et l'année suivante un chiffre minimum, et cela aussi bien dans les périodes prospères que dans les périodes de liquidation.

A Paris, les chiffres maxima des décès varient de 58 700 à 56 000, et on les observe en 1882, fin de la période prospère ; en 1886, fin de la période de liquidation ; en 1890, pendant la reprise des affaires ; enfin, en 1892, pendant la période de ralentissement qui a suivi le krach Baring. Il n'y a pas d'époque d'élection.

Les chiffres minima des décès les précèdent ou les suivent presque immédiatement, c'est donc presque toujours sous forme d'accidents qu'ils apparaissent. Ils ne sont pas le produit d'une cause agissant pendant plusieurs années, comme nous l'avons constaté pour les mariages et pour les naissances ; cette irrégularité même ne donne-t-elle pas une plus grande valeur aux conséquences que l'on peut tirer de l'observation des mouvements de ces deux derniers articles ?

Faudra-t-il s'étonner, après les constatations que nous venons de faire passer sous les yeux portant sur des mouvements si délicats, qui paraissaient, sauf de grandes moyennes, comme le disait Quetelet, devoir échapper à toutes les observations de la statistique, si, sur la plupart des relevés officiels qui s'étalent dans de nombreux tableaux, et même en dehors de ces documents, quel que soit celui qui nous tombe sous la main, nous retrouvons des séries d'années pendant lesquelles les chiffres alignés marchent dans le même sens, croissant ou décroissant, selon que l'on se trouve dans une de ces périodes de prospérité ou de liquidation qui précèdent et qui suivent les crises commerciales ? S'il en est ainsi, et l'observation le prouve, il ne sera pas impossible de s'orienter.

Pour embrasser tout le mouvement social, au milieu de tant d'éléments divers que l'on n'a pas sous les yeux, si quelques-uns ne concordent pas toujours simultanément, du moins ils se confirment, et, dans le nombre, il y en a de plus sensibles et de plus puissants qui donnent le branle à tout cet engrenage, ce sont, comme nous le faisions remarquer au début, les bilans des grandes banques d'Angleterre, de France, des États-Unis qu'il faudra d'abord consulter. On notera sur eux le point de départ, c'est-à-dire la liquidation de la dernière crise, et, sur cette base, il sera facile d'établir le point où l'on est placé et d'apprécier la durée du mouvement de hausse des prix qui caractérise la période prospère. Pendant ces années heureuses, tout le capital disponible, et, par suite, tout le crédit qui, pendant le ralentissement des affaires, avait abaissé le taux de l'intérêt au-dessous de 2 p. 100, *comme on l'a toujours vu* dans toutes les périodes de liquidation, sera absorbé et immobilisé par l'activité des affaires, ce qui amènera inévitablement une nouvelle crise.

Cette crise entraînera une nouvelle liquidation, caractérisée, elle aussi, par la baisse des prix et ce grand ralentissement des affaires qui permet de reconstituer une portion du capital perdu.

D'après le mécanisme que nous venons d'indiquer, on reconnaîtra la différence des crises et des krachs. Ces derniers, *sans prodrômes,* éclatent à l'improviste par la suspension des paiements d'une grande entreprise ou d'une grande banque. Cette suspension ébranle le marché en raison de ses engagements ou les marchés selon que les relations de cette maison s'étendent plus ou moins. En ces moments, pour apporter secours à celles dont le crédit est touché, les banques ouvrent leur portefeuille pour éviter un arrêt de la circulation fiduciaire, et le voient grossir sans que, néanmoins, leur encaisse soit gravement touchée par des changes défavorables; de là des réactions et des reprises qui prouvent combien l'équilibre est troublé, sans cependant l'être profondément et d'une manière durable, comme on l'observe dans les crises commerciales.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Nancy, impr. Berger-Levrault et Cie.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE